

Question d'Europe

n°208

06 juin 2011

Inquiétudes venues de Turquie à la veille des élections législatives

de **Kemal Köprülü**

éditeur de la revue

Turkish Policy Quarterly

RÉSUMÉ

À l'automne 2009, j'ai rédigé un article intitulé « Changement de paradigme dans la politique étrangère de la Turquie »^[1] pour la revue américaine *The Brown Journal of World Affairs*.

Mon objectif était d'expliquer les transformations fondamentales en cours dans la politique étrangère de la Turquie et de les associer aux changements suscités par l'AKP dans l'opinion publique. J'ai également tenté d'expliquer les efforts de consolidation politique interne du parti au pouvoir. Je souhaitais que cet article soit un appel à une prise de conscience des événements en cours en Turquie.

Je souhaiterais désormais faire part de mon opinion sur les dernières évolutions en Turquie et sur les prochaines élections législatives prévues le 12 juin 2011 ^[2].

1. LE PRÉTENDU « MODÈLE TURC »

Je comprends parfaitement que la majorité d'entre vous se focalise sur ce qui se passe au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et je le respecte. Les événements qui s'y déroulent vous empêchent de vous concentrer sur la Turquie. Toutefois, la politique étrangère turque et la stabilité démocratique interne ont des liens directs sur l'évolution des changements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et sur l'influence occidentale dans ces régions.

La Turquie a proposé sa médiation dans pratiquement tous les conflits régionaux, mais ses efforts ont rarement produit des résultats tangibles et sont difficiles à mesurer. En se déclarant médiateur dans la région, le parti au pouvoir, l'AKP, peut se présenter comme un acteur régional d'importance, tentant ainsi de créer une prophétie auto-réalisatrice.

En apparaissant comme un médiateur, l'AKP légitime sa prise de distance avec le bloc occidental, revendiquant ainsi sa « neutralité ». Un médiateur doit être impartial et ne peut représenter aucune partie. La Turquie a fait son choix dans la mesure où elle s'est abstenue lors du vote sur l'Iran à l'AIEA afin de conserver sa neutralité. Par conséquent, et en toute logique, cela justifiait l'opposition de la Turquie à la résolution sur la Libye votée par le Conseil de sécurité de l'ONU. L'AKP n'a pas simplement méprisé les intérêts occidentaux mais est allé à leur rencontre, signe d'une dégradation

de la place de l'Occident dans ce voisinage.

Alors que l'AKP poursuit sa collaboration avec l'Iran, développant le commerce et les investissements et signant de nouveaux accords énergétiques, personne au gouvernement ne semble montrer la moindre préoccupation face aux ambitions nucléaires de l'Iran. Les déclarations publiques des hauts responsables gouvernementaux étaient très favorables à l'Iran et à son président Mahmoud Ahmadinejad. L'opinion publique turque a tendance à minimiser la question du nucléaire iranien et à ne pas la considérer comme une menace. Le dernier rapport *Transatlantic Trends* du German Marshall Fund montre que, pour la moitié des Turcs, la question nucléaire iranienne ne constitue pas une menace. Il s'agit en partie de l'aboutissement de plusieurs années de rhétorique de l'AKP pour l'opinion publique. Maintenant que celle-ci n'est plus préoccupée par le régime d'Ahmadinejad, le gouvernement turc peut justifier ses futures politiques, qui vont à l'encontre des approches occidentales, en s'appuyant sur les tendances au sein de son opinion publique. On observe la même « influence » sur l'opinion publique à l'égard d'Israël, des États-Unis et de l'Union européenne. La machine politique aux nombreuses racines qu'est l'AKP a systématiquement favorisé une opinion publique négative sur ces questions.

En raison du rôle charnière de la Turquie, la position d'Ankara peut jouer un rôle crucial. Après les élections

[1] "Paradigm Shift in Turkey's Foreign Policy": <http://www.turkishpolicy.com/article/509/paradigm-shift-in-turkeys-foreign-policy/>

[2] L'auteur s'exprime ici à titre personnel

de 2009, Ahmadinejad avait peu de pays vers lesquels se tourner. Il devait faire face à une opposition interne en Iran et à un front international dur, et le soutien de l'AKP lui avait fourni une certaine crédibilité. L'AKP avait également donné au Hamas le même type de couverture et de protection internationale. Plus tard, c'était au tour des dirigeants soudanais et syrien d'en profiter. Il en a été de même pour la Libye de Kadhafi, avant que l'AKP ne se rende compte que la Turquie risquait d'être exclue de sa participation à la communauté internationale, qui était prête à avancer sans la Turquie.

La raison pour laquelle le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a agi si rapidement à l'égard du président égyptien, Hosni Moubarak, tient aux mauvaises relations personnelles qu'il entretenait avec lui : le départ de Moubarak allait dans le sens des ambitions régionales de l'AKP. Désormais, les Frères musulmans en Égypte voient en l'AKP un modèle politique et, s'ils parviennent au pouvoir, il faut s'attendre à ce que la base du pouvoir régional de l'AKP s'élargisse. En bref, les positions de l'AKP sont déterminées par les relations personnelles, les intérêts commerciaux et les ambitions régionales du parti, et pas nécessairement par les intérêts du pays. Il y a quelques semaines, Erdogan a indiqué que « l'OTAN n'avait rien à faire en Libye », affirmant clairement que la Turquie n'approuverait pas une opération de l'OTAN en Libye. Les négociations de l'AKP au sein de l'OTAN étaient marquées par ses positions contre la France et une fois encore, la Turquie a été considérée comme faiseuse de troubles. On avait observé la même chose en 2009 lorsque les problèmes de l'AKP avec Anders Fogh Rasmussen avaient conduit à des tensions lors du processus de sélection du Secrétaire général de l'OTAN. Après un certain nombre de volte-face du gouvernement sur la Libye, on observe de nouvelles dissensions : plusieurs alliés de l'OTAN débattent de l'armement de l'opposition libyenne mais Erdogan s'y est clairement opposé.

Le mois dernier, lorsqu'Erdogan a critiqué les États-Unis, l'OTAN et l'Europe en prétendant que le pétrole était leur seul intérêt en Libye, il a omis de mentionner que les positions de la Turquie étaient également essentiellement motivées par des intérêts commerciaux et par la relation personnelle d'Erdogan avec Mouammar Kadhafi, ce qui lui avait valu de recevoir le Prix

des droits de l'Homme de Kadhafi en novembre 2010. Le vote du Conseil de sécurité de l'ONU sur les zones d'exclusion aérienne en Libye n'a fait l'objet d'aucun veto mais de cinq abstentions, obtenant de justesse les neuf voix requises. Si la Turquie avait toujours eu son siège de membre non-permanent au Conseil de sécurité, aurait-elle pu brandir la menace d'un veto, justifiant ainsi la nécessité de médiation entre la Libye et l'Occident ?

Actuellement, lorsque la communauté internationale critique les évolutions en Turquie, elle est confrontée à l'argument selon laquelle la Turquie est d'une importance stratégique pour l'Occident et que fâcher son gouvernement pourrait conduire à en payer un prix stratégique élevé. En raison des préoccupations croissantes liées aux soulèvements en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, on a tendance à immédiatement introduire dans le débat le prétendu modèle turc. Ce débat est totalement abstrait car on ne sait pas clairement ce qui, en Turquie, est considéré comme un modèle. On a observé un phénomène similaire, après le 11 septembre 2001, lorsque la Turquie, et plus particulièrement l'AKP, apparaissaient comme un modèle réussi de « conciliation » de l'Islam et de la démocratie : ce modèle, appelé « Islam modéré », faisait partie intégrante du projet de « Grand Moyen-Orient » présenté par Washington.

Cela fait exactement cinq ans que le Hamas a gagné les élections en Palestine. Durant cette période, l'AKP n'a cessé de proposer une plateforme internationale et un soutien politique, minant les efforts des autres en soulignant la nécessité d'inclure le Hamas dans toute négociation. Pendant ces cinq années, le Hamas a-t-il modéré ses positions en s'inspirant du prétendu modèle turc ? Grâce à son influence autoproclamée sur le Hamas, l'AKP est-elle parvenue à contraindre le Hamas à prendre des mesures concrètes pour répondre aux exigences internationales ?

La Turquie n'a jamais été un « modèle » : il s'agissait plutôt d'une formule expérimentale réussie. L'influence de la Turquie sur la région Moyen-Orient/Afrique du Nord ne date pas d'aujourd'hui. Elle a commencé il y a longtemps avec Turgut Özal. On s'est demandé si la Turquie était aussi un modèle pour les pays d'Europe orientale et pour les pays turcophones d'Asie centrale. L'inspiration tenait au fait que la Turquie était un pays à

dominante musulmane, malgré la stricte laïcité de ses orientations politiques, une démocratie en développement, stratégiquement située, et un État bénéficiant de l'influence des institutions occidentales telles que l'OTAN mais ayant aussi des aspirations européennes et un poids très important à Washington. Des pays comme l'Azerbaïdjan, qui avaient pris le système laïc de la Turquie pour modèle, essaient désormais de repousser l'empiètement des groupes politiques islamiques de Turquie.

La formule turque conciliait développement d'un esprit d'entreprise et société civile relativement vivante, fortement inspirée des modèles européens. Associer l'exemple de la Turquie à un parti politique accordant une grande importance à l'Islam fournit les arguments pour une exploitation politique. L'AKP a profité de la situation et déclaré que les discussions en cours sur la question du modèle faisaient référence à son propre modèle politique et qu'il pourrait offrir une feuille de route aux acteurs politiques islamiques de la région. Ce débat est utilisé par les acteurs islamiques régionaux, au détriment de ceux qui ne font pas de l'Islam leur référence principale. Aucun acteur politique ne peut prétendre représenter le modèle turc, tout comme l'Administration Obama ne représente pas le modèle américain ou Nicolas Sarkozy le modèle français.

Une grande partie de la popularité actuelle du gouvernement turc au Moyen-Orient tient à sa position à l'égard d'Israël et notamment aux remontrances d'Erdogan à l'égard de Shimon Peres au sommet de Davos en 2009 avant de quitter la réunion du Forum économique mondial. Au Moyen-Orient arabe, ce seul acte a servi à vénérer Erdogan, qui n'a cessé d'en tirer profit. Dans de nombreux cas, cette admiration est superficielle et ne signifie pas que la Turquie est en mesure de guider ces pays durant les transitions à venir, qui constituent de véritables défis.

À de nombreux égards, les pays européens sont mieux placés pour aider les nations de cette région aspirant à la démocratie et à la bonne gouvernance, ce qui passe par un difficile travail de mise en place des institutions, par la promotion d'une participation structurée de la population et par une bonne gouvernance. Les entreprises et la société civile turques vont certainement jouer un rôle important. Toutefois, l'AKP ne peut

en bénéficier que de manière limitée, en satisfaisant la frustration émotionnelle des masses musulmanes contre Israël ; au-delà, sa position sera simplement considérée comme irresponsable et non tenable.

En réalité, la Turquie était dans une excellente situation pour conduire la transformation de la région Moyen-Orient/Afrique du Nord. Toutefois, pendant cinq ans, l'AKP a fourni un soutien politique et une plateforme aux régimes voyous et dictatoriaux de la région. L'AKP a tout misé sur le maintien du statu quo et le règne de ces individus, et concentré ses efforts afin de profiter des avantages économiques et politiques en découlant. L'AKP a ainsi essayé de couvrir les violations des droits de l'Homme de ces régimes.

Désormais, avec la propagation de ces soulèvements régionaux, l'AKP s'est mis en difficulté du fait de ses liens avec des personnes comme Ahmadinejad, Kadhafi, Omar el-Béchir, Bachar el-Assad pour n'en citer que quelques-unes. En essayant constamment de satisfaire son opinion publique et en proclamant sa supériorité régionale, l'AKP s'est rendu responsable d'un certain leadership sur ces événements régionaux. Utiliser de grands mots implique d'agir de façon responsable : ce n'est pas l'heure des revendications abstraites et d'une rhétorique vide.

Au cours de l'année passée, le gouvernement turc s'est impliqué dans la politique intérieure iranienne, ce qui a suscité des tensions. Alors que la Turquie était en voie de normalisation de ses relations avec l'Irak et qu'elle avait considérablement développé ses relations économiques, de tels faux-pas politiques ont conduit la Turquie à perdre du terrain. En s'opposant au Premier ministre Nouri al-Maliki et au président Jalal Talabani, qui ont tous deux réussi à conserver leur poste dans le pays, l'AKP a perdu en crédibilité et nuï aux intérêts stratégiques de la Turquie. L'AKP cite souvent le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays. Ce principe est néanmoins souvent enfreint, de manière sélective et, dans ce cas, il s'agissait d'un risque mal évalué.

2. LA DÉGRADATION DE LA DÉMOCRATIE EN TURQUIE

Durant la même période, l'AKP a très mal géré un certain nombre d'autres questions internationales. Pour résumer, il s'agissait globalement d'une

mauvaise gestion de tout ce qui était « occidental ». Ainsi, l'AKP est venu à bout de l'engagement sincère et de la capacité d'Obama de réparer les relations avec les États-Unis, il a été ambigu à l'égard du processus de réconciliation arménien et a créé une forte méfiance à l'égard de l'Azerbaïdjan. En outre, il a détruit la relation avec Israël, n'a cessé de créer des problèmes au sein de l'OTAN et connaît actuellement de sérieuses tensions politiques avec la partie nord de l'île de Chypre (RTCN).

Plus important encore peut-être, le processus d'adhésion à l'Union européenne est mal en point. Les relations avec la France et l'Allemagne ne peuvent probablement pas être plus mauvaises. La France a omis d'inviter la Turquie au sommet sur la Libye organisé à Paris en mars afin de décider des premières opérations militaires. Il semble qu'Erdogan ait fait de la France, et notamment de son président, son nouveau bouc-émissaire. Il gagne des points politiques sur la scène nationale en attaquant verbalement et publiquement Nicolas Sarkozy. Comme pour la relation avec Israël, cette confrontation personnalisée aura des conséquences à long terme sur la relation bilatérale, ce qui n'est pas dans l'intérêt de la Turquie.

Le ministre allemand de l'Intérieur a estimé que le comportement d'Erdogan lors de son voyage en Allemagne en mars 2011 a été contre-productif, indiquant qu'il avait manipulé politiquement les questions sensibles de l'intégration et de l'immigration des Turcs en Allemagne.

Lorsque le nouvel ambassadeur américain en Turquie a commenté les atteintes à la liberté de la presse en Turquie, il a été sévèrement critiqué par de hauts responsables de l'AKP affirmant qu'il s'agissait d'une question nationale et qu'elle n'avait rien à voir avec les compétences de l'ambassadeur. Ensuite, le Premier ministre a essayé de l'humilier en indiquant que ses commentaires étaient mal-informés et déplacés. L'AKP manipule et politise les questions intérieures, les considérant opportunément comme des « questions qui ne concernent pas les intérêts internationaux ».

En mars, le Parlement européen a publié un rapport [3] sur la Turquie considéré comme le plus critique jamais publié. Erdogan a rétorqué que ce rapport avait été réalisé « sur commande », et que les personnes qui l'avaient rédigé étaient « partisans ». Les efforts

de l'AKP visant à garder les contre-pouvoirs internationaux à distance sont très clairs : l'AKP ne souhaite pas que quiconque interfère dans les efforts de consolidation politique qu'il entreprend actuellement.

Lors de la réunion de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 13 avril 2011, Erdogan a violemment critiqué les parlementaires en contestant la crédibilité de leurs questions sur la liberté de la presse et sur les seuils électoraux en Turquie. Sur la question des libertés individuelles, il a indiqué que la France devait déjà regarder ce qu'il en était chez elle avant de se mêler de ce qui se passait en Turquie, expliquant par ailleurs que le seuil électoral reflétait la volonté de la population turque. Ceci prête à sourire car la loi électorale a été adoptée en 1983 sous le régime militaire. Le référendum constitutionnel du 12 septembre 2010 a été une occasion de tester si elle correspondait à la volonté populaire. La campagne référendaire d'Erdogan appelait fortement à assumer la responsabilité de l'intervention militaire de 1980. En outre, il aurait pu gagner en crédibilité en abaissant ce seuil.

Dans son classement annuel de la liberté de la presse[4], Reporters sans frontières plaçait la Turquie à la 138ème place en 2010, contre la 122ème en 2009 et la 116ème en 2008. Plus de 60 journalistes sont emprisonnés et 500 sont exposés à des poursuites judiciaires. Plusieurs journalistes ont été emprisonnés sans acte d'accusation pendant plus de 750 jours dans le cadre du procès Ergenekon. Ce procès achève sa quatrième année et doit désormais condamner une seule personne. À l'origine, cette affaire avait suscité beaucoup d'espoir, mais elle a été mal gérée. Erdogan s'était au départ fièrement approprié le procès Ergenekon, mais lorsque l'affaire avait commencé à ne plus être soutenue à l'échelle nationale et internationale, il avait largement fait marche arrière en déclarant que dans cette affaire, « nous ne sommes ni des procureurs, ni des juges ».

Malheureusement, la campagne de punition qui traverse la nouvelle élite au pouvoir a corrompu le procès Ergenekon. L'appel à la prise de conscience de la communauté internationale aurait dû avoir lieu en avril 2009, lorsque l'ONG dirigée par Turkan Saylan a été attaquée par la police et que 28 membres, uniquement des femmes, ont été détenues pendant quatre jours. La mission de l'ONG était d'éduquer de jeunes femmes

[3] <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+MOTION+B7-2011-0156+0+DOC+PDF+V0//FR>
<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2011-0090+0+DOC+XML+V0//FR>

[4] http://fr.rsf.org/press-freedom-index-2010_1034.html

d'Anatolie entre 10 et 15 ans, ce qui est loin d'être un acte terroriste ! Mais le crime de ces jeunes filles était de fournir une alternative dans des régions où les alliés du gouvernement étaient en voie de consolidation de la base de leur pouvoir.

Cette opération a choqué et suscité la crainte d'une grande partie de la communauté des ONG en Turquie. Militant d'ONG depuis 1994, ayant encouragé de jeunes gens à se soulever pour défendre leurs opinions et les exprimer à haute voix, ayant invariablement critiqué les structures du pouvoir et le gouvernement, même avant l'arrivée du gouvernement actuellement en place, j'ai perdu mes illusions lorsque la communauté internationale n'a pas été préoccupée par cette affaire. De nombreuses personnes du monde des ONG n'envoient pas de mails, ne parlent pas au téléphone et ne s'expriment pas sur les questions politiques sur leurs sites web, leurs groupes électroniques ou leur page Facebook. Le printemps 2009 a constitué un tournant pour de nombreuses ONG, qui se sont tournées vers la communauté internationale pour obtenir motivation et soutien, en vain.

Dans son étude mondiale Indice démocratique 2010[5], l'Economic Intelligence Unit (EIU) a décrit la Turquie comme un pays au « régime hybride ». L'EIU classe les pays en quatre catégories : les démocraties parfaites, les démocraties imparfaites, les régimes hybrides et les régimes autoritaires. Compte tenu de la direction prise par la Turquie, elle peut être qualifiée de régime hybride.

Le rapport 2010[6] de Freedom House considère la Turquie comme un pays partiellement libre, avec une tendance à la dégradation. Freedom House a également renforcé ses critiques sur les attaques de l'AKP contre la liberté de la presse.

D'après le rapport 2009[7] du Département d'État sur les droits de l'Homme, 60 000 prisonniers attendent d'être jugés et les statistiques montrent que 50% d'entre eux, soit près de 30 000, seront libérés. À titre de comparaison, dans un pays de l'Union européenne, ce pourcentage serait de 5%. En Turquie, les arrestations se font systématiquement sans véritable preuve contre les individus impliqués. La personne est présumée coupable jusqu'à la preuve de son innocence.

La Turquie se trouve invariablement en tête des pays concernés par les affaires portées devant la Cour eu-

ropéenne des droits de l'Homme (CEDH). Tout tend à montrer que la situation ne fera que s'aggraver dans les années à venir, compte tenu de toutes les violations en cours en Turquie. La CEDH sera bientôt submergée de nouvelles affaires touchant la Turquie et il sera peut-être nécessaire de former un groupe spécial de juges pour les affaires turques.

Dans le classement mondial de l'inégalité hommes/femmes établi par le Forum économique mondial[8], la Turquie se trouvait en 2009 au 129^{ème} rang sur 134 et la tendance est plutôt à la dégradation, la Turquie se situant en 2008 à la 123^{ème} place sur 130. Selon une étude de 2010 de l'Institut statistique turc, les femmes représentent 27% de la main d'œuvre. Erdogan ne cesse de souligner la différence innée entre les hommes et les femmes, et estime que la place des femmes dans la société est d'être mères ou de s'occuper des autres. Il va si loin qu'il considère que la notion d'égalité hommes-femmes est insensée, bien que les mêmes droits doivent leur être octroyés. Cette opinion se reflète dans l'absence de politiques mises en place pour intégrer davantage les femmes dans la main d'œuvre, pour s'occuper des enfants et pour adopter une loi sur les quotas afin que davantage de femmes puissent participer à la vie politique locale et nationale. Selon le ministère de la Justice, le nombre de femmes assassinées chaque année est passé de 66 en 2002 à plus de 1000 en 2007 et 2009. En huit ans, 4063 femmes ont été tuées, soit un record.

Les instruments tels qu'Internet, Facebook ou Twitter sont largement utilisés en Turquie. Toutefois, la Turquie a une nouvelle fois été sévèrement critiquée sur la question de la liberté d'Internet, étant considérée comme l'un des pays les plus restrictifs du monde. Plus de 6000 sites Internet sont fermés et, par exemple, YouTube a été fermé pendant deux ans. En Azerbaïdjan, pays que les Occidentaux ne cessent de critiquer pour ses carences démocratiques, ces sites Internet n'ont jamais été fermés.

Selon des responsables gouvernementaux, 71 500 téléphones font légalement l'objet d'écoutes (autorisées par les juges) en Turquie. Mais combien de personnes font-elles l'objet d'écoutes illégales ? Quelle a été la procédure suivie pour autoriser légalement ces mises sur écoute ? Et qu'a-t-il été fait de l'ensemble des informations recueillies ?

[5] http://graphics.eiu.com/PDF/Democracy_Index_2010_web.pdf

[6] <http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=22&year=2010&country=7937>

[7] <http://www.state.gov/drl/rls/hrrpt/2009/eur/136062.htm>

[8] Rapport 2009 : <https://members.weforum.org/pdf/gendergap/report2009.pdf>
Rapport 2008 : <https://members.weforum.org/pdf/gendergap/report2008.pdf>

Il existe plusieurs notes intéressantes concernant cette question des écoutes. Plusieurs journaux turcs, tous favorables au gouvernement, ont systématiquement été « autorisés » à publier les écoutes de ces personnes qui étaient toutes, comme par hasard, opposées au gouvernement. Au gouvernement, personne n'a indiqué qu'il était illégal ou immoral de publier des échanges personnels. L'absence de tout principe en tant que tel suscite la peur au sein de la population. Les Turcs observent qu'il est normal de publier des enregistrements soutenant la cause de l'AKP et que la critique du gouvernement se paye, notamment, par la perte de vie privée. La violation de la vie privée ne constitue pas la seule manière de discréditer un individu qui critique le gouvernement. Cette personne peut aussi être accusée de participer à une campagne internationale de détérioration de l'image de la Turquie, comme Erdogan l'a indiqué en réaction à l'augmentation des critiques sur la liberté de la presse.

Cette question des écoutes est liée à la suppression des médias mais ses effets sur la société concernent davantage que le seul secteur des médias. Elle a eu des effets négatifs sur les échanges commerciaux, la société civile et les leaders d'opinion. De nombreux chefs d'entreprises en Turquie ne discutent pas au téléphone d'importantes négociations commerciales car ils savent que leurs conversations peuvent être écoutées. Il s'agit au départ d'un problème de libertés mais qui a des conséquences sur l'économie. La présidente de l'association des industries et des entreprises de Turquie (TUSIAD), Umit Boyner, a annoncé dans un entretien télévisé que plus personne n'utilise de téléphone et que tous laissent leur téléphone à l'extérieur des réunions. Le mois dernier, l'ancien président Suleyman Demirel s'est exprimé pour indiquer que la Turquie se transformait clairement en « République de la peur ». Une autre source de crainte pour la communauté économique est la « taxe subjective » instaurée par le ministère des Finances. Les responsables économiques ne partageant pas les opinions du gouvernement sont extrêmement préoccupés et craignent d'éventuelles retombées. Les responsables économiques en Turquie sont donc extrêmement prudents dans leurs déclarations relatives aux actions politiques du gouvernement. C'est l'une des raisons expliquant pourquoi une grande partie de la communauté économique n'a pas

critiqué davantage le gouvernement.

Le groupe Dogan, condamné à une amende de plus de 3 milliards \$ en septembre 2009, a pourtant gagné tous ses procès contre le gouvernement devant le Conseil d'État (Danistay). Ce pourrait donc être le bon moment pour la communauté internationale d'envoyer une délégation pour enquêter sur ce procès de 18 mois et sur ses effets sur la politique et la société. Lorsque les plus grands groupes de médias sont intimidés alors que le monde entier les regarde, il n'est pas surprenant que les individus ordinaires n'aient pas le sentiment de pouvoir être critiques.

Il y a quelques mois, à Istanbul et Ankara, la police a battu des étudiants manifestant et a utilisé des gaz lacrymogènes pour les maîtriser. Une jeune femme de 19 ans, enceinte, a perdu son bébé en étant battue par la police. Les principaux responsables de l'AKP ont accusé les étudiants d'appartenir à un groupe illégal. Lors d'une réunion au cours de laquelle s'exprimait le ministre turc chargé des Affaires européennes, un étudiant a lancé un œuf qui a atterri sur le revers de la veste du ministre, qui a ensuite poursuivi l'étudiant en justice. Plusieurs incidents similaires concernant la jeunesse turque ont suscité la crainte des étudiants et les ont découragés d'exprimer leurs opinions. Dans de nombreux cas, ce sont les parents qui sont extrêmement inquiets qu'il puisse arriver quelque chose à leur fils/fille. Dans ces circonstances, si vous étiez parent en Turquie, encourageriez-vous votre fils/fille à devenir un membre actif de la société ?

En janvier, lors de l'inauguration du nouveau stade de football de Galatasaray à Istanbul, le Premier ministre a été hué par les fans. Quittant prématurément le stade, Erdogan a eu le lendemain des mots très durs. Par ailleurs, plusieurs enregistrements de sécurité ont permis de définir exactement d'où venaient les cris. Les responsables du Galatasaray ont indiqué que leurs auteurs seraient tenus pour responsables. Que faites-vous à une personne ayant hué un membre du gouvernement ? Il s'est passé exactement la même chose après la finale du championnat du monde de basket-ball entre les États-Unis et la Turquie. Désormais, en Turquie, la population a peur de huer les responsables gouvernementaux.

Lors d'un voyage à Kars, Erdogan, voyant une statue dédiée à la paix transfrontalière qui ne lui plaisait pas

et qu'il considérait « grotesque », a demandé qu'elle soit retirée. La majorité (AKP) de la municipalité de Kars s'est exécutée. Les responsables culturels turcs ont protesté, soutenus par des organisations internationales, et un artiste a porté l'affaire devant les tribunaux afin d'empêcher ce retrait. Les premières actions juridiques ont eu des effets positifs dans la mesure où le retrait a été retardé, mais juste après cette décision, le juge ayant pris cette décision a été transféré dans une autre province. Il s'agit d'un des exemples les plus récents de la manière dont le pouvoir exécutif contrôle le pouvoir judiciaire, par le biais de rétrogradations et de transferts.

En janvier, la partie Nord de l'île de Chypre a connu une manifestation critiquant la manière dont le gouvernement turc la traite, en brandissant des affiches osées. Les responsables de l'AKP ont immédiatement répondu par de sévères attaques verbales. Agacé, Erdogan s'est demandé comment une communauté « sous perfusion turque » pouvait oser critiquer la Turquie. En mars, une démonstration plus importante s'est à nouveau déroulée dans la partie Nord de l'île de Chypre (RTCN). Cette fois, toutes les tendances politiques, même politiquement opposées, se sont rassemblées contre l'AKP.

Après le tragique événement au Japon qui a touché ses installations nucléaires, l'opinion publique mondiale, y compris turque, a commencé à s'interroger sérieusement sur la sécurité de ses installations, notamment en cas d'exposition aux catastrophes naturelles, comme c'est le cas en Turquie. Ce pays se trouve en effet au cœur de lignes de failles et le tremblement de terre de 1999 n'est encore pas si lointain dans les mémoires. La date du prochain tremblement de terre majeur qui affectera la Turquie est dans toutes les discussions. La Turquie et la Russie avaient négocié et signé un accord de 20 milliards \$ sur l'énergie nucléaire.

De nombreux experts s'interrogent sur les normes technologiques des Russes et se demandent si elles seront suffisamment sûres pour la Turquie. Coupant court à tout débat sur cette question, Erdogan s'est rendu en Russie en mars et a déclaré à son ami Poutine qu'il faisait parfaitement confiance à la technologie russe et que le projet allait se poursuivre. Le monde connaîtra très probablement l'année prochaine, ou les suivantes, un grand débat, sérieux et à grande échelle, qui pourrait fortement affecter la question nu-

cléaire. Il en résultera peut-être des avancées technologiques sans précédent. Malheureusement, la Turquie a fait confiance aux Russes, sans avoir pu bénéficier du débat, et la société turque est confrontée à des dangers potentiels. La résistance de la population turque augmente chaque jour, mais en vain.

3. L'ATTENTION NÉCESSAIRE DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE ET DE L'UNION EUROPÉENNE : DES CONTRE- POUVOIRS INDISPENSABLES

Pendant longtemps, la communauté internationale a refusé de reconnaître les manipulations politiques de la presse en Turquie qui sont profondément ancrées. Ce sont d'abord des instances internationales de contrôle de la presse, puis Washington et enfin Bruxelles qui ont fait part de leurs préoccupations. L'un des tournants majeurs a été le « jeudi noir » du 3 mars. Une perquisition chez plus de dix journalistes, que ce soit à leur domicile privé, au bureau ou concernant leurs effets personnels, à nouveau associée à l'affaire Ergenekon, a finalement, mais beaucoup trop tard, rassemblé les médias. Au cours des quatre dernières semaines, un front sans précédent s'est levé au sein de la majorité des principaux médias contre les actions de l'AKP. Certaines voix démocratiques en Turquie, se décrivant elles-mêmes comme libérales, ont cherché des moyens de se distancer de l'AKP et un certain nombre de voix ont même rejoint le front anti-AKP.

Ce front, qui a grossi rapidement au sein des personnes concernées en Turquie, a reçu l'assistance et le soutien de la communauté internationale, sans quoi il n'aurait pas pu tenir plus d'un mois. La communauté internationale doit désormais continuer à accorder plus de temps et d'énergie à la Turquie, et enquêter sur ces tendances négatives réelles et sur leurs effets sur la société. Il s'agit d'une période extrêmement critique car nous approchons des élections législatives du 12 juin. Il y a quelques années, le système entraînait la persécution de certains groupes minoritaires ; dorénavant, sous couvert de « progrès », les victimes sont encore plus nombreuses.

Si l'opinion publique est systématiquement mal informée, comment pouvez-vous considérer que la campagne électorale est juste et équilibrée ? Si les médias pro-gouvernementaux disposent d'un accès privilégié à

l'information et sont encouragés par le gouvernement à utiliser ces informations contre leurs concurrents, cela n'empêche-t-il pas les leaders d'opinion de s'impliquer ? Si le système judiciaire de la Turquie continue à être exploité par le pouvoir exécutif, comment les personnes critiquant le gouvernement peuvent-elles préserver un certain sentiment de sécurité ?

Certains journaux ont fait le choix de la satire pour informer le public sur Erdogan et l'AKP. Le travail de Burak Bekdil en est un excellent exemple. Les journalistes peuvent penser qu'être satirique est « autorisé » dans les « règles du jeu » actuelles. Mais il ne faut pas oublier qu'Erdogan ne cesse de sanctionner les caricaturistes et de les envoyer au tribunal.

Dans une récente affaire [9], un procureur turc a essayé de retrouver une adresse email liée à des caricatures d'Erdogan et a demandé l'aide du ministère américain de la Justice pour retrouver l'adresse email d'où provenaient les caricatures ainsi que l'ordinateur connecté à cette adresse email. Le ministère américain de la Justice a rejeté cette demande en évoquant la liberté d'expression comme un droit constitutionnel américain. Une fois encore, la volonté d'écartier toute opposition, même des caricatures, où qu'elle soit, est évidente.

Can Dunder, l'un des principaux chroniqueurs en Turquie, a écrit en mars que la formation de ce front avait mis du temps et qu'elle arrivait bien trop tard. Selon lui, elle aurait dû commencer il y a des années, au début de la manipulation des médias par le gouvernement, les menaces, les taxes, les amendes, etc. Chacun savait ce qui se passait et qui en était responsable, mais la peur et l'hésitation empêchaient d'en parler ou d'écrire sur ce sujet. Beaucoup ont essayé de nier l'existence de tout cela. Désormais, certaines personnes se soulèvent et prennent le leadership.

Semih Idiz, un chroniqueur très respecté, a récemment écrit dans une chronique [10] que c'est à la communauté internationale de fournir immédiatement des contre-pouvoirs à la Turquie et qu'elle devrait commencer par aborder la question des attaques contre la liberté de la presse en Turquie. Il souligne que la Turquie n'a désormais plus la possibilité de le faire en interne. Une journaliste, Nuray Mert, a récemment laissé une colonne vierge indiquant que si elle ne pouvait bénéficier de la liberté d'expression, alors il n'y avait rien à dire.

Nos collègues européens commencent à être beaucoup plus utiles. Le processus d'adhésion à l'Union européenne, actuellement au point mort, a longtemps été une situation appréciée par les détracteurs de l'adhésion au sein de l'Union européenne mais aussi par l'AKP. Les Européens sceptiques à l'égard de la Turquie étaient heureux de l'impasse du processus et du fait que les tendances anti-démocratiques en Turquie repoussaient ce pays aux portes de l'Europe. C'était ainsi leur « échappatoire » et leur excuse plausible pour pouvoir indiquer dans leur circonscription, et dans le reste du monde, que cet élargissement n'était pas possible.

L'Union européenne a déçu de nombreux Turcs en ne parvenant pas à surveiller ce qui se passait en Turquie, en ne mettant pas de limites aux situations critiques et en ne défendant pas les droits de ceux qui regrettaient une réduction de leur espace de participation réelle dans ce pays. Beaucoup d'entre nous avons espéré un appui critique de nos partenaires européens, et notamment un soutien pour réduire le seuil électoral situé à 10%. Cela aurait pu avoir lieu lors du dernier référendum si des voix importantes dans l'Union européenne en avaient fait une condition pour leur soutien au référendum dans son ensemble. Mais cette opportunité pourtant parfaite a été gâchée.

Jusqu'en 2005, les responsables de l'AKP ont eu besoin du processus européen pour consolider leur propre pouvoir mais, à mon avis, ils n'ont jamais eu l'intention de le mener à terme. Cela leur a permis de critiquer les préjugés contre les Turcs rendus responsables des problèmes, comme le soulignaient notamment Angela Merkel et Nicolas Sarkozy. La population turque s'est montrée prompte à adopter ce point de vue et le soutien à l'Union européenne a considérablement faibli en peu de temps.

L'AKP a profité du fait que l'opposition turque jouait la carte nationaliste afin de faire croire aux Européens que l'avenir européen de la Turquie dépendait du maintien de l'AKP au pouvoir. Grâce à cet argument, ils ont réussi à repousser toute critique émise par l'Union européenne et à empêcher qu'un véritable système de contre-pouvoirs soit mis en place.

En raison des tendances croissantes à l'incohérence et de l'aggravation des problèmes, il existe désormais de sérieux doutes dans l'Union européenne sur les in-

[9] <https://www.turkishpolicy.com/news/226/hdnus-refuses-to-help-turkey-track-political-caricaturist-28-march-2011/>

[10] <http://www.milliyet.com.tr/dis-mudahale-artik-sart-oldu/semih-idiz-siyaset/yazardetay/05.03.2011/1360092/default.htm>

tentions du gouvernement. Le changement à la tête du principal parti d'opposition, le CHP, a contribué à cette évolution. Les positions de son nouveau responsable, Kemal Kılıçdaroğlu, montrent aux Européens que le parti qui pourrait constituer une alternative à l'AKP n'envisage pas une limitation des libertés mais cherche en revanche à renforcer l'euro-péanisation de la Turquie. Si l'AKP devait se maintenir au pouvoir, l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne paraîtrait inenvisageable.

L'argument de l'Union européenne est utilisé uniquement lorsqu'il sert les intérêts politiques du gouvernement. En raison du soutien au processus par les Turcs progressistes libéraux, il a servi à garantir la crédibilité de l'AKP. La dernière fois que l'argument de l'Union européenne a été utilisé, c'est lors du référendum sur les modifications constitutionnelles, approuvé par l'Union européenne, et qui a contribué à la consolidation politique interne de l'AKP. La prochaine utilisation de cet argument de l'Union européenne par l'AKP se fera sans doute lors du prochain référendum, après les élections. Si le parti n'obtient pas la majorité nécessaire pour modifier la constitution (367 sièges), il est probable qu'il combine de nouveau quelques réformes requises par l'Union européenne à des réformes visant à l'instauration d'un système présidentiel. Dans un système présidentiel, Erdogan disposerait d'un contrôle total jusqu'en 2014 et n'aurait pas besoin de l'Union européenne.

Erdogan évoque ouvertement son souhait d'un système présidentiel et d'un parlement bipartite. Une telle structure impliquerait en effet une puissance incontrôlée de l'AKP. Actuellement, la date de fin du mandat du président turc, Abdullah Gül, n'est pas très claire : il s'agit de juillet 2012 ou de juillet 2014. Le maintien d'une telle ambiguïté sert clairement certains intérêts. Les Européens devraient accorder une grande attention à cet éventuel référendum, qui devrait être accompagné d'une rhétorique montrant combien il ferait progresser les idéaux démocratiques promus par l'Union européenne.

Le 24 mars, trois semaines après la forte réaction suscitée par l'arrestation de journalistes, un scandale sans précédent sur la liberté de presse et les droits de l'Homme est apparu. La police a perquisitionné le journal Radikal qui disposait de copies numériques d'un

livre pas encore publié, écrit par l'un des journalistes arrêtés, Ahmet Sik. La police avait affirmé que toute personne disposant de copies intégrales ou partielles de cet ouvrage serait poursuivie pour soutien à des terroristes. Au cours des dernières semaines, la question a suscité des débats dans le monde entier. Chaque journée apporte son lot de nouvelles surprises sur la suite des événements[11].

Bien que la presse ait fortement critiqué l'arrestation de ses collègues, certaines pressions vont atténuer sa réaction. Il est actuellement possible de tenir le gouvernement responsable d'un certain nombre de questions.

Si, avec l'aide de la communauté internationale, des progrès sont réalisés dans le domaine de la liberté de la presse, cela permettra peut-être de renforcer certaines plateformes critiques. Par exemple, les responsables de l'association du barreau se sont fermement exprimés sur la faiblesse de l'état de droit en Turquie, indiquant que le système juridique est si confus qu'il est susceptible de faire l'objet de manipulations politiques. Les organisations internationales du barreau feraient bien de venir en Turquie pour enquêter et faire état de la situation, apportant ainsi à un soutien à leurs collègues.

L'attaque systématique de certaines institutions ou personnes peut passer par divers canaux. Il peut s'agir tout simplement de l'intolérance aux critiques, le Premier ministre considérant tout désaccord politique comme une offense personnelle. Nombreux au gouvernement sont ceux qui cherchent désormais vengeance pour les années 1990, époque à laquelle le mouvement islamique avait dû faire face à divers obstacles, le Premier ministre actuel ayant même été mis en prison pendant 4 mois pour avoir récité un poème. Désormais, les responsables de l'AKP sont motivés par la vengeance, affirmant parfois ouvertement qu'ils ont subi des pressions et des violations des droits de l'Homme dans le passé, et qu'aucune critique n'était donc tolérée.

Au cours des dix dernières années, la Turquie aurait pu connaître une évolution bien plus positive. Mais les priorités du gouvernement n'ont pas été les bonnes et les énergies ont été gaspillées inutilement. La vengeance à l'égard des politiques précédentes et les efforts visant à rallier le monde arabe ont diminué l'éner-

[11] <http://www.hurriyetdailynews.com/n.php?n=from-the-bosphorus-straight---turning-into-a-dystopian-society-2011-03-27>

gie qui aurait pu servir à améliorer la démocratie en Turquie.

Cela vaut également pour le problème kurde qui n'a pas fait l'objet de l'attention politique qu'il aurait mérité, alors que le gouvernement a renforcé son leadership sur d'autres divergences moins importantes pour le développement démocratique du pays. En fait, de nombreuses initiatives cruciales pour la démocratisation de la Turquie n'ont pas abouti, qu'il s'agisse de l'extension des droits des Kurdes et des Alevites ou de l'acceptation de l'histoire des Arméniens en Anatolie. Bien que les objectifs rhétoriques et affirmés de l'AKP sur ces questions aient été célébrés par les démocrates de Turquie et par les observateurs du monde occidental, cette cérémonie était prématurée car le gouvernement n'a pas mené ces initiatives à leur terme et est revenu aux anciens paradigmes.

Il est vrai que la croissance a été forte (5,83% entre 2003 et 2008), ce qui a contribué à l'influence régionale et mondiale de la Turquie. Mais ces chiffres économiques doivent être mis en perspective. Entre 1992 et 2002, lors des « années 1990 perdues », la croissance économique annuelle était de 3,12%. Durant les années Özal entre 1983 et 1991, la croissance était généralement de 5%. Depuis 1950, la croissance moyenne d'après-guerre a été de 4-5%. En tenant compte du développement considérable de la finance internationale et de l'abondance de fonds au début de la décennie, jusqu'en 2008, le chiffre de 5,83% ne paraît pas exceptionnel. Louable certes, mais pas exceptionnel.

Cette croissance s'explique en grande partie par la confiance des investisseurs dans un pays en voie d'adhésion à l'Union européenne, processus actuellement remis en question. Cette croissance est-elle suffisante pour compenser toutes les autres faiblesses mentionnées précédemment ? J'en doute. Ces problèmes vont finir par toucher le monde des affaires, créer un risque politique élevé et susciter des hésitations chez les investisseurs. Jusqu'à présent, la finance internationale a réussi à maintenir les risques politiques de la Turquie au plus bas, en soulignant que la stabilité politique constitue un atout. Elle a prudemment évité de dresser un tableau complet de la situation. En cas de sur-réaction liée à des tensions politiques, on observerait une augmentation du risque politique.

Depuis la crise internationale de 2008, l'AKP n'a cessé

de louer les banques turques, les considérant comme des exemples réussis dans le monde financier et soulignant leurs atouts et leur capacité à répondre aux situations de crise. Le premier véritable signe de tension entre le gouvernement et le secteur bancaire est apparu au grand jour lorsque le PDG d'Is Bank, Ersin Özince, a démissionné[12] de son poste après son différend avec le ministre de l'Économie Ali Babacan. Ayant essayé de persuader les banques de limiter l'augmentation des prêts accordés, Babacan a indiqué que le gouvernement « ne souhaite pas prendre des mesures de rétorsion » contre les banques qui ne coopèrent pas. Désormais, en Turquie, tous les principaux secteurs d'activité ressentent l'ingérence de l'AKP, ce qui aura des conséquences économiques.

4. LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 JUIN : QUELS ENJEUX ?

Les élections législatives turques auront lieu le 12 juin. Le pire scénario pour la Turquie serait que l'AKP obtienne pratiquement la majorité des 367 sièges requis pour une modification constitutionnelle. Un scénario pire encore serait que l'AKP obtienne une vaste majorité. Pour de multiples raisons, la Turquie a besoin d'une coalition. Si vous regardez le simulateur électoral le plus perfectionné, créé par le mouvement ARI[13], vous pouvez saisir les chiffres des trois partis supposés dépasser le seuil électoral ainsi que ceux du parti kurde indépendant, afin d'atteindre un total de 100%. Au cours des élections de 2007, ce site a été visité plus d'un million de fois et les médias n'avaient cessé d'y faire référence dans leurs articles. Par exemple, si vous attribuez 39% de voix à l'AKP, 33% au CHP, 14% au MHP et 7% au BDP, et que les 7% restants sont à répartir entre les autres partis, vous obtenez 273 députés pour l'AKP, 185 pour le CHP, 61 pour le MHP et 31 pour le BDP. Cela correspondrait à un niveau presque critique pour l'AKP car ces chiffres ne lui permettraient pas de former un gouvernement à lui seul.

En tout cas, il semble que le soutien accordé en Turquie à l'AKP ne soit plus ce qu'il était. Le CHP prend les mesures attendues d'un parti d'opposition puissant et responsable, mettant en avant des politiques et des projets progressistes. Il est souvent difficile de prévoir l'issue des élections en Turquie mais la majorité des analystes envisagent un troisième mandat pour l'AKP.

[12] <http://www.hurriyetdailynews.com/n.php?n=turkey8217s-top-banker-resigns-after-criticizing-minister-2011-03-31>

[13] http://bilinciloy.com/index_eng.htm

Dans ce cas, il faut s'attendre à des tensions croissantes en Turquie mais aussi dans les relations de la Turquie avec l'Occident.

L'espace pour la rivalité politique en Turquie se réduit et si l'AKP devait remporter largement un troisième mandat, la poursuite de la consolidation de la puissance politique continuerait à marginaliser davantage encore l'espace politique.

Au fil des années, les médias turcs ont souvent été mis sérieusement en péril via des intimidations et des menaces de la part de représentants du gouvernement. L'opinion publique turque n'a donc souvent pas eu accès aux informations nécessaires pour se faire sa propre opinion en connaissance de cause. Contrariés, les représentants des médias ont finalement commencé à parler plus ouvertement suite à l'émotion suscitée par l'arrestation de leurs collègues. Il est désormais discuté plus ouvertement des attaques et de la suppression, par le gouvernement, non seulement des médias mais aussi de la société civile et du monde des affaires. Le système judiciaire a été mis en danger. Les étudiants à l'université, la communauté culturelle et les supporters de sport ont été intimidés.

Il est temps d'arrêter de prétendre que rien ne se passe en Turquie ou que cela ne mérite pas attention. Ce que les Turcs sont amenés à penser ou à souhaiter va bien au-delà de la seule géographie de la Turquie. En raison de son influence dans la région, par la portée de ses divertissements, de ses informations, de son monde économique et de sa culture, le renforcement des tendances antioccidentales en Turquie a des conséquences considérables. Il y a deux ans, la plupart des analystes estimait que l'entrée en fonction de Barack Obama et la poursuite du processus d'adhésion à l'Union européenne restaureraient l'orientation européenne de la Turquie tandis que l'anti-américanisme diminuerait. Cela n'a pas été le cas.

Les propos tenus en Turquie mais aussi à l'étranger à l'égard de la Turquie sont surveillés pour éviter de mettre le Premier ministre en colère. L'utilisation de l'intimidation par Erdogan s'est révélée efficace non seulement en Turquie mais aussi à l'international. L'AKP doute souvent de ses actions intérieures et internationales, même s'il essaie de donner une impression de confiance. Si l'AKP a confiance dans ses politiques et ses actions, alors pourquoi dépense-t-il autant d'éner-

gie et va-t-il aussi loin pour s'assurer que le terrain de jeu est aussi injuste que possible ? Pourquoi ne pas tout simplement suivre ses instincts et permettre aux opinions publiques et internationales d'en faire de même ?

Au cours des cinq dernières années, la Turquie a été mal gérée. De nombreuses questions intérieures et internationales ont été affectées par cette mauvaise gestion par l'AKP. Si les intellectuels et les activistes en Turquie ainsi que les cercles compétents dans la communauté internationale avaient souligné davantage, au cours des deux ou trois dernières années, les problèmes croissants en Turquie, l'opinion publique turque aurait été plus attentive à ces questions. À l'heure qu'il est, les effets négatifs de cette mauvaise gestion ont commencé à apparaître. Bien que l'opinion publique commence à prendre conscience de ces conséquences, il est peu probable que les prochaines élections entraînent des changements drastiques. En outre, l'AKP fait beaucoup d'efforts pour cacher ses échecs et exagérer ses réussites.

CONCLUSION

Le principal problème de la Turquie est la faiblesse des contre-pouvoirs. Du fait de la restriction de la séparation interne des pouvoirs et de sa conviction d'être soutenu par l'opinion publique, l'AKP ne réagit à la pression internationale que si elle est combinée à des réactions nationales. Et c'est exactement ce qui s'est passé lorsque l'AKP a succombé à la combinaison de ces pressions et a dû changer le procureur spécial de l'affaire Ergenekon, Zekeriya Öz[14]. Ces pressions nationales peuvent être atténuées par l'attention constante de nos partenaires occidentaux, sous la forme de contre-pouvoirs et d'exigences de responsabilité et de transparence. Sur ces questions, la communauté internationale doit rester engagée auprès de la Turquie.

Les cinq ou six dernières semaines ont constitué un exemple parfait de la coopération qui permet, avec succès, de « contrebalancer » l'AKP sur la question de la liberté de la presse. La pression politique exercée par Washington, Bruxelles et les autres capitales a été cruciale. Pour que les critiques intérieures aboutissent, il est essentiel qu'elles soient combinées à une pression politique internationale. Ce modèle constituera la

[14] <http://bianet.org/english/politics/128981-zekeriya-oz-deposed-as-special-authority-prosecutor>

Inquiétudes venues de Turquie à la veille des élections législatives

clé du système de contre-pouvoirs en Turquie. La communauté internationale doit envoyer des délégations et des groupes informels pour analyser la réalité sur le terrain en Turquie. Ceux-ci doivent rencontrer des personnes non-officielles, dans des environnements informels afin de pouvoir parler librement, officieusement. Les dernières années ont vu naître de sérieuses tensions entre Ankara et les capitales occidentales, ainsi qu'une polarisation très forte en Turquie. Pour les intérêts à long-terme du bloc transatlantique mais aussi de la population turque, il est important que les partenaires occidentaux de la Turquie fassent bien la dis-

inction entre la Turquie et le parti qui la dirige depuis 2002. Les responsables occidentaux, mais aussi non-occidentaux, commettraient une grave erreur stratégique d'assimiler la Turquie et son potentiel aux dirigeants politiques actuels ou, le cas échéant, à tout autre courant politique spécifique. Une meilleure compréhension du pays est nécessaire.

Traduit de l'anglais par Mathilde Durand



Auteur : Kemal Köprülü

Kemal Köprülü a fondé le mouvement ARI en 1995 et a été son président jusqu'en 2004. Il a occupé un poste de manager à la Citibank et a travaillé comme vice-président senior au sein de l'Interbank. Il est aujourd'hui membre du comité consultatif de la revue 'Turkish Policy Quarterly'.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.